

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

# Lutte Ouvrière

Mensuel de Lutte Ouvrière

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

*La situation d'EdF  
et celle de ses  
travailleurs*

**Page 3**

*Goodyear : une  
condamnation  
révoltante*

**Page 4**

*Automobile : ça  
roule pour les  
patrons*

**Page 4**

*Centre hospitalier  
de Mayotte : des  
économies  
criminelles*

**Page 6**

## LE CAPITALISME : UN SYSTÈME QUI A FAIT SON TEMPS



## **VERS UN MARCHÉ COMMUN DE L'AFRIQUE ?**

En juin de cette année les représentants de 26 pays africains se rencontreront en Égypte pour entériner le principe d'un accord de libre échange. Ce futur accord fera suite à la signature d'un premier traité adopté entre ces mêmes pays en juin 2015 à Charm-el-Cheikh.

La zone « Tripartite » de libre échange a pour ambition de devenir un marché commun entre 26 pays africains sur les 54 que compte le continent. Le Tripartite Free Trade Area (TFTA) regrouperait les pays du Marché commun des États d'Afrique australe et de l'Est (Comesa), de la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC) et de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC), Madagascar, Maurice, l'Afrique du Sud compris, soit plus de 625 millions d'habitants et plus de 1000 milliards de dollars de PIB.

Le TFTA vise à lever, pour tout ou partie, les barrières douanières qui entravent jusqu'à présent la libre circulation des marchandises et des biens entre les pays signataires. Environ 12% des échanges commerciaux se font entre les pays du continent africain, alors qu'en Asie cette proportion atteint 55 % et 70 % en Europe. Ce traité se donne également pour objectif d'augmenter la part de l'Afrique dans les échanges commerciaux internationaux, limitée actuellement à 2 %.

Mais il y a loin entre les engagements affichés et la création d'une véritable zone de libre échange. Les États africains, quoique formellement indépendants, restent pour une grande majorité d'entre eux dépendants des anciennes puissances tutélaires et plus généralement d'un système dominé par les puissances impérialistes. Certes, certains capitalistes africains ou occidentaux peuvent avoir intérêt à ce que des entraves à la circulation des marchandises entre les pays d'Afrique soient levées. Cherchant à étendre leurs marchés ou à en déboucher de nouveaux, ils se heurtent à de nombreux écueils au sein même des pays où ils agissent : pouvoirs centraux instables, gangrénés par la corruption, minés par les guerres intestines et qui manquent cruellement d'infrastructures, conditions nécessaires à la bonne marche de leurs affaires.

Mais cette situation n'est pas née de rien. Elle a été voulue, imposée même par les anciennes puissances coloniales qui ont découpé le continent, créé des États artificiels, mis en place, par la force parfois, des régimes qui leur soient dévoués c'est-à-dire permettant la continuation de l'exploitation de

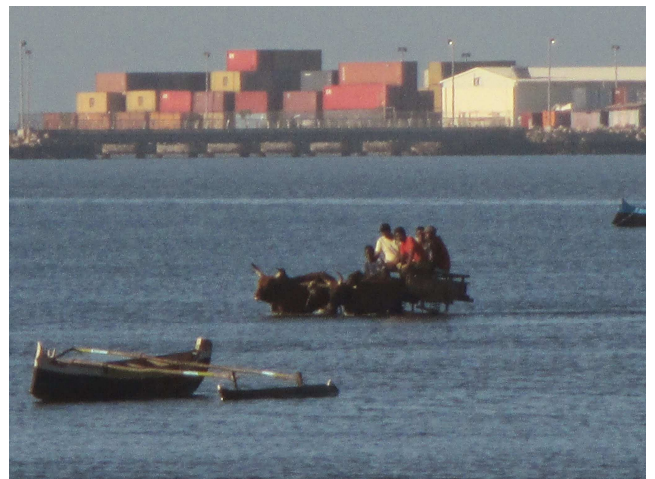
richesses avant tout destinées aux économies occidentales. Ces États, véritables chasses gardées, et qui se perpétuent aujourd'hui, sont autant d'entraves, voire d'impossibilités à ce que se crée un véritable marché commun.

D'autres capitalistes, les multinationales en particulier, qui pillent les richesses minières et agricoles de l'Afrique ont à toutes forces besoin de ces États croupions. Ces derniers permettent que l'exploitation éhontée se poursuive en échange de quelques revenus douaniers octroyés par les trusts occidentaux. Autant dire que ces États ne sont pas prêts à se dessaisir de cette manne qui leur permet d'exister.

Au mois de juin 2015 lors de la signature du premier traité entre les États africains dans la station balnéaire de Charm-el-Cheikh sur la mer Rouge, le président de la Banque mondiale, Jim Yong Kim, avait déclaré que la « Tripartite » allait permettre à l'Afrique « de faire d'énormes progrès et à tout le continent d'aller de l'avant ». Rien n'est moins sûr. Dans un contexte de crise économique mondiale où la valeur des matières premières s'amenuisent, où les capitaux se détournent de l'investissement productif au profit de la spéculation, le développement industriel et le décollage de l'Afrique qu'espèrent peut-être certains dirigeants africains, et à leurs côtés quelques capitalistes, ne sont pas pour demain.

L'exemple de l'Union européenne qui se craquèle à force de rivalités entre bourgeoisies et où seuls profitent les riches des nations les plus riches aux dépens des classes laborieuses, n'est-elle pas la preuve de l'impuissance des capitalistes à s'entendre, même dans leurs propres intérêts ?

Une Afrique sans frontières comme une Europe unie seraient possibles mais à condition que les travailleurs se débarrassent définitivement d'un système capitaliste, principale entrave au développement harmonieux de l'humanité.





## LA SITUATION D'EDF ET CELLE DE SES TRAVAILLEURS

### Encore des suppressions d'emplois

Au moment où le chef de l'État sort un énième plan « de lutte contre le chômage » de sa poche accompagné de toute une ribambelle de nouveaux cadeaux au patronat, la direction d'EDF annonce un plan de suppression de plusieurs milliers d'emplois : entre 4000 et 6000. Pour parvenir à cet objectif, elle a décidé de ne plus remplacer les départs à la retraite pendant trois ans.

Seraient principalement touchés les services commerciaux, et ceux de recherche et développement. En clair cela signifie encore moins de points d'accueil pour recevoir les abonnés et des coupes dans les budgets consacrés à l'amélioration des moyens de production.

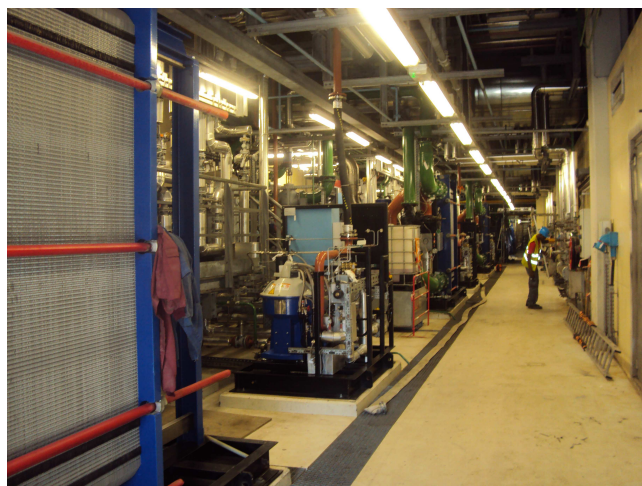
EDF a toujours pour actionnaire principal l'État qui a ses représentants dans le conseil d'administration de l'entreprise. C'est donc avec l'aval et la complicité de Hollande et de ses ministres que cette décision a été prise.

### Des cadeaux aux capitalistes payés par les travailleurs

La décision d'EDF de tailler dans ses effectifs n'est pas une politique nouvelle. Elle a sans doute été accélérée par l'obligation que lui a fait le gouvernement de racheter Areva, entreprise spécialisée dans l'extraction de l'uranium utilisé dans les centrales nucléaires et qui a accumulé des milliards de dettes. Pour ne pas changer l'État nationalise les dettes, mais quand les entreprises sont remises à flot avec ses gros sous, il s'empresse de les remettre aux mains d'opérateurs privés qui peuvent à nouveau faire main basse sur les profits dégagés.

Depuis des années, la politique de la direction d'EDF est devenue de plus en plus spéculative et faite de rachats d'entreprises à l'étranger, en Amérique latine, en Angleterre et en Italie, dans les pays d'Europe de l'Est avec à la clé des échecs pitoyables et la perte de plusieurs milliards d'euros.

De plus, EDF a vendu pendant des années son électricité en dessous de son prix de revient aux grandes entreprises capitalistes de la sidérurgie et de la chimie. L'État français et l'Europe lui imposent aujourd'hui de vendre à perte une partie de sa production pour que ses concurrents puissent la revendre avec bénéfice ! À la Réunion les 60 % de l'électricité produits par le privé sont rachetés par EDF à prix d'or et garanti sur plusieurs années. Pour compenser la perte qui en résulte pour elle, EDF impose aux abonnés de payer une taxe supplémentaire pour soi-disant encourager la production d'énergie verte alors que les centrales du Gol et Bois Rouge fonctionnent les deux tiers du temps au charbon !



Toute cette politique aventureuse et faite de cadeaux aux capitalistes font que la santé financière de l'entreprise en a pris un coup. Mais ce n'est pas pour autant qu'EDF a l'intention de changer de cap. Non, pour se refaire une santé financière elle a décidé d'augmenter ses tarifs et de tailler dans ses effectifs, c'est-à-dire de faire payer la note aux travailleurs.

C'est ce qu'il faut refuser ! C'est pourquoi la grève appelée par l'intersyndicale CGT-FO-CGC le jeudi 21 janvier et qui a été une première occasion pour les travailleurs d'EDF de se faire entendre doit être suivie par d'autres mobilisations.

### Quel gâchis !

À EDF Réunion, la direction a supprimé depuis des années l'accueil physique des usagers tous les après-midi dans les agences. Dans certaines, l'accueil se fait seulement quelques jours par semaine.

Dans la Distribution, tous les branchements aériens ou souterrains sont faits par les entreprises sous-traitantes privées où les ouvriers sont sous-payés. Les dépannages pour manque de courant ne sont plus assurés les week-ends ou au-delà d'une certaine heure le soir, mais renvoyés au lendemain ou au lundi. L'introduction du nouveau compteur « intelligent » Linky permettra d'effectuer bientôt le relevé des consommations, le réglage de la puissance et... les coupures, à distance ! Gain pour la direction : des dizaines d'emplois supprimés localement, des milliers au niveau national. Mais pour les abonnés, cette politique se traduit par un service dégradé, plus coûteux et avec de moins en moins de contacts avec les agents EDF.

Au Pôle Opérateur Réseau (entretien réseau haute tension, situé au Port), la direction fait de plus en plus appel pour ses chantiers à du personnel venant de métropole pour des durées restreintes. Les agents locaux sont cantonnés à des tâches administratives. Leurs compétences ne sont pas utilisées et ils ont le sentiment de « perdre leur métier ». Un vrai gâchis, après des années d'efforts pour se former et être performants dans leur domaine technique très pointu !

## MANIFESTATION CONTRE LA RÉPRESSION SYNDICALE À CITROËN

Le syndicat UR974 a organisé une manifestation le 15 janvier à Saint-Denis pour dénoncer la répression syndicale dont sont à nouveau victimes deux de ses délégués de la concession Citroën (groupe CFAO) de Saint-Denis.

La direction de la CFAO a en effet entamé une procédure de licenciement contre ces deux militants qui avaient dirigé la grève de neuf semaines fin 2013-début 2014.

Est-ce le souvenir de ce conflit prolongé ou l'excellent résultat (64 % des suffrages) obtenu par ce syndicat aux dernières élections de représentativité ou encore son refus d'accepter les propositions dérisoires d'augmentation de salaires (0,5 %) aux dernières NAO qui a fait sortir la direction de la CFAO de ses gonds ?

Solidarité avec les deux délégués menacés de la concession Citroën. Et que la direction se casse à nouveau le nez sur la résistance des travailleurs, comme il y a deux ans.

## PATRONS LICENCIERS, GOUVERNEMENT COMPLICE

Le patronat mène une guerre permanente contre la classe ouvrière pour lui imposer des conditions de travail et de salaires toujours dégradés. Mais la patience des travailleurs a ses limites. À force de subir des mauvais coups, vient le jour où ils relèvent la tête. C'est ce qui est arrivé lors de l'annonce de 3000 licenciements à Air France. Les directeurs qui étaient venus présenter leur plan de suppression d'emplois ont dû déguerpir devant la colère des travailleurs et en ont perdu leur chemise ! Il en a été de même chez Goodyear à Amiens (dans le Nord de la France), où les 478 licenciements ont déclenché la réaction des ouvriers qui ont retenu deux cadres pendant quelques heures pour leur demander des comptes.

Sûrs d'eux mêmes les patrons, et ceux qui les représentent, ont frôlé à l'idée que les coups qu'ils assènent aux travailleurs pourraient se retourner contre eux. C'est cette peur qu'ils veulent faire payer aux grévistes et plus précisément aux militants syndicaux. Cinq d'entre eux ont été licenciés chez Air France et neuf ont été condamnés à neuf mois de prison ferme chez Goodyear. Quasiment tous militants de la CGT.

Les travailleurs aujourd'hui n'ont pas seulement à faire face à un patronat de combat, mais à un gouvernement de « gauche » dont la justice aux ordres des patrons se déchaîne.

## GOODYEAR : UNE CONDAMNATION REVOLTANTE

Un communiqué de Nathalie Arthaud

Huit travailleurs de Goodyear Amiens-Nord ont été condamnés mardi 12 janvier à neuf mois de prison ferme, plus quinze mois avec sursis, parce qu'ils se sont battus contre la fermeture de leur usine et ont alors retenu deux cadres pendant plusieurs heures. Ainsi, les patrons peuvent jeter à la rue, vers la misère voire vers le suicide les travailleurs, tout cela est « juste ». Mais que des travailleurs relèvent la tête et ne se laissent pas faire, et c'est la menace de la prison !

Après la chemise déchirée des cadres d'Air France, le gouvernement et la justice montrent à nouveau qu'ils considèrent les ouvriers qui défendent leur emploi comme des criminels. Il n'y aurait pas eu de poursuite si le parquet, et derrière lui le gouvernement et la ministre de la Justice Taubira, avait retiré sa plainte, comme la direction de Goodyear et les deux cadres concernés eux-mêmes l'ont fait. L'acharnement dont sont victimes les ouvriers de Goodyear est à l'image de la politique du gouvernement, ignoble !

## LEUR SOCIÉTÉ

## AUTOMOBILE : ÇA ROULE POUR LES PATRONS

Confirmant le redémarrage des chiffres de ventes de véhicules de 2014 (+ 6 %), le nombre des voitures vendues à la Réunion a de nouveau progressé de 7,5 % en 2015 pour atteindre le chiffre de 27 264 unités. Ce regain de ventes est dû pour une bonne part aux commandes des entreprises publiques qui ont renouvelé leur flotte de voitures. Un exemple supplémentaire qui montre à quel point le patronat dépend de la commande publique, ce qui ne l'empêche pas de réclamer à longueur de temps la diminution de ces dépenses. En fait ce qu'il veut, c'est que l'État lui consacre toujours plus d'argent, et moins pour le bien de la population.

Le développement des ventes s'est traduit pour les capitalistes du secteur tels Hayot, Cadjee ou Caillé par un afflux supplémentaire de millions d'euros d'argent frais dans leurs escarcelles. Mais puisque les caisses des capitalistes de l'automobile sont pleines, il ne serait que justice que les salaires des travailleurs du secteur soient rehaussés dans les mêmes proportions que celui des chiffres d'affaire réalisés, grâce à leur travail de surcroît.



## AUGMENTEZ LES SALAIRES !

En décembre, selon l'Insee, les prix ont augmenté de 0,6 % à la Réunion. 0,6 %, c'est justement l'augmentation que le gouvernement a jugé bon d'accorder aux Smicards en janvier et pour solde de tout compte pour toute l'année 2016.

0,6 % moins 0,6 %, cela fait zéro. Et il y a encore douze mois d'augmentations des prix à supporter ! En clair, cela signifie qu'on nous programme une perte sèche de pouvoir d'achat pour cette année.

Cela suffit. Les salaires doivent être augmentés et suivre la hausse mensuelle des prix !

## L'ARGENT N'A PAS D'ODEUR ? SI, IL PUE !

La décision de la Casud de ramener le ramassage des poubelles grises de deux à une fois par semaine a permis à la communauté de communes du Sud d'économiser 1,3 millions d'euros, selon ses dirigeants qui ont doctement expliqué que sans cela ils auraient été obligés d'augmenter une fois de plus la taxe d'enlèvement des ordures payée par les administrés.

Selon les élus, la décision aurait été donc salubre... C'est faire l'impasse sur l'autre conséquence de ce choix qui a été le développement des vers dans les bacs à ordures et les odeurs nauséabondes provenant des poubelles saturées de déchets, surtout en cette période de canicule.

De cela nos décideurs n'ont cure quand ils tranchent dans leurs bureaux climatisés et aseptisés.

## LE CAPITALISME : UN SYSTÈME QUI A FAIT SON TEMPS

En 2015, les grands groupes capitalistes mondiaux ont consacré 5000 milliards de dollars dans des opérations de fusions-acquisitions, dont 723,7 milliards de dollars rien que par les trusts pharmaceutiques.

L'activité de ces groupes dont l'activité s'étend sur l'ensemble du globe leur permet de dégager des profits faramineux, mais au lieu d'investir cet argent dans la recherche ou des productions vitales pour la société, ils choisissent de les utiliser à spéculer ou à racheter des entreprises déjà existantes pour faire encore plus de profits.

Le capitalisme et ses dirigeants constituent aujourd'hui la principale entrave au développement harmonieux de la société humaine qui, pour avancer, n'aura d'autre choix que de les exproprier pour utiliser au service du plus grand nombre les immenses moyens scientifiques et productifs disponibles. C'est la seule voie pour mettre fin au sous-développement, à la misère, au chômage et aux guerres.

## AUMÔNE POUR LES PAUVRES, LE PACTOLE POUR LES RICHES

La décision des gouvernements successifs de mettre la responsabilité de la gestion du RSA et autres allocations sociales dans les mains des conseils généraux, mais sans compenser intégralement la charge de ces actions, a fait que ces organismes se sont retrouvés, avec l'explosion du nombre d'allocataires, avec un manque à gagner important ne leur permettant plus parfois de régler intégralement ces prestations.

Ainsi à la Réunion, en dix ans de décentralisation, on estime à 800 millions la perte d'argent subie par la collectivité, somme que l'État aurait dû lui verser. Récemment, le gouvernement a décidé d'accorder une rallonge de 50 millions à une dizaine de conseils départementaux, dont celui de la Réunion qui a récupéré... 6 millions d'euros. Loin donc de lui permettre de renflouer ses caisses.

Le gouvernement montre ainsi qu'il n'a cure des répercussions que sa politique de restrictions va entraîner pour la population la plus fragile (chômeurs, handicapés, personnes âgées dépendantes). Pourtant de l'argent il sait en trouver quand il s'agit d'arroser les patrons. Eh bien c'est cet argent qui devrait être consacré en priorité pour les plus pauvres !



## **CENTRE HOSPITALIER DE MAYOTTE : DES ÉCONOMIES CRIMINELLES**

Depuis plusieurs mois, des incidents mais aussi des drames ont eu lieu au centre hospitalier de Mayotte, le seul que compte île. Début janvier un nourrisson n'ayant a priori pas de problème de santé, est mort quelques jours après sa naissance ; plusieurs décès inexpliqués sont survenus également quelques temps auparavant.

Des patients ou leur famille dénoncent l'insalubrité du CHM qui doit de surcroît faire face à une saturation de l'accueil des patients. De l'aveu même de la Cour régionale des comptes, il y aurait au CHM « une altération de la qualité des soins » qui serait due à un problème de gestion de l'hôpital et à un manque criant de moyens.

Avec moins de deux lits pour 1000 habitants (contre 3,5 à la Réunion ; 6 en métropole) l'hôpital de Mayotte fait office de parent pauvre. Au service maternité qui a enregistré près de 7500 naissances en 2014, presque le record de France, le personnel travaille à flux tendu toute l'année. La situation est la même dans tous les services de cet hôpital qui accueille non seulement la population mahoraise mais aussi les nombreux migrants des îles sœurs voisines. La plupart sont en situation irrégulière. Ils fuient la misère et débarquent bien souvent sur l'île française malades ou blessés, parfois grièvement. Le personnel qui se retrouve à soigner des maladies que l'on ne voit plus en Europe tire la sonnette d'alarme.

Mayotte est le département français le plus mal loti en établissements de soins et de santé. Il fait les frais de la politique de restriction budgétaire de l'État qui préfère consacrer des sommes importantes à lutter contre l'immigration clandestine. En ce domaine les moyens de l'île ont été renforcés ces dernières années. Gendarmerie maritime, Police aux Frontières et Douane ont reçu de nouvelles vedettes. De nombreux radars ont été installés qui maintenant couvrent l'ensemble des approches maritimes de Mayotte. Tous ces dispositifs sont régulièrement complétés par des moyens venant de La Réunion (comme des patrouilleurs) ou de métropole (comme des avions de surveillance maritime Falcon 50M).

Entre les dépenses de santé et celles consacrées à la chasse aux migrants le gouvernement a choisi... un choix bien révélateur de toute sa politique.



### **PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE :**

**MARCHÉ DE SAINT PIERRE  
SAMEDI 30 JANVIER de 9H00 à 10H30**

**MARCHÉ DE SAINT ANDRÉ  
VENDREDI 5 FEVRIER de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT BENOÎT  
SAMEDI 20 FEVRIER de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DU CHAUDRON  
DIMANCHE 28 FEVRIER de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT ANDRÉ  
VENDREDI 5 MARS de 8H30 à 10H00**

**Pour nous contacter :**  
**Ecrire à BP 184 97470 SAINT BENOÎT**  
**e-mail : [contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org](mailto:contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org)**